



Le chemin de la Grèce vers la démocratie à travers la crise de l'EURO



Dans son impressionnante déclaration télévisée au peuple grec, dans la nuit du 26 au 27 juin, le premier ministre Alexis Tsipras a fait un geste historique et probablement visionnaire pour toute l'Europe. Car Alexis Tsipras se réfère à l'idée fondamentale de démocratie, qui a très évidemment été sacrifiée dans la construction de l'Union Européenne. Comme contre-voix aux commentaires et interprétations unilatéraux des médias publics dirigeants, nous citons ici l'intégralité du discours de Tsipras :

Cher téléspectateurs,

En Grèce depuis quelques jours, l'excitation de l'opinion publique est à son comble par rapport à la prétendue proposition de réforme des bailleurs de fonds internationaux. Ce n'est pas surprenant. Selon l'opinion unanime d'experts internationaux de la finance, il s'agirait ici non pas d'une proposition de réforme, mais premièrement d'un ultimatum concernant la poursuite d'une vente totale de la Grèce, et deuxièmement d'un ralentissement encore plus dramatique de la vie économique.

Dans son impressionnante déclaration télévisée au peuple grec, dans la nuit du 26 au 27 juin, le premier ministre Alexis Tsipras a fait un geste historique et probablement visionnaire pour toute l'Europe. Car Alexis Tsipras se réfère à l'idée fondamentale de démocratie, qui a très évidemment été sacrifiée dans la construction de l'Union Européenne. Comme contre-voix aux commentaires et interprétations unilatéraux des médias publics dirigeants, nous citons ici l'intégralité du discours de Tsipras :

Chers citoyens grecs, Depuis six mois, le gouvernement grec se bat, dans des circonstances d'asphyxie économique sans précédent, pour mettre en pratique le mandat que vous lui avez donné.

Vous nous avez donné le mandat de négocier avec nos partenaires européens pour arriver à mettre un terme à la politique d'austérité (c'est-à-dire à la politique excessive de réduction des dépenses), et pour que la prospérité et la justice sociale puissent revenir dans notre pays. C'était un mandat pour un accord durable, qui respecte autant notre démocratie que les règles européennes communes, et qui nous permette enfin de vaincre la crise.

Pendant toute la phase des négociations, on a exigé de nous de mettre en pratique le mémorandum accepté par le précédent gouvernement, alors même que celui-ci avait été rejeté catégoriquement par le peuple grec lors des dernières élections.

Mais pas une minute nous n'avons envisagé de nous soumettre ; ni de trahir votre confiance. Après cinq mois d'âpres négociations, avant-hier nos partenaires ont finalement envoyé un ultimatum à la démocratie grecque et au peuple grec. Un ultimatum qui contredit les valeurs fondamentales de l'Europe, les valeurs de notre projet européen commun.

Il a été demandé au gouvernement grec d'accepter une proposition, qui signifiait un poids supplémentaire insoutenable pour le peuple grec et rendrait impossible le redressement de l'économie et de la société grecques. Cette proposition non seulement induirait une situation d'incertitude constante, mais aggraverait les inégalités sociales.

La proposition des institutions inclut des mesures qui vont augmenter la dérégulation du marché du travail, diminuer les pensions de retraites, baisser encore les salaires dans le secteur public – et elle prévoit aussi une augmentation de la TVA sur les produits alimentaires ainsi que sur la restauration et le tourisme ; et puis elle inclut l'abolition des exonérations d'impôts pour les îles grecques.

Ces exigences – qui violent directement les acquis sociaux européens et les droits fondamentaux au travail, à l'égalité et à la dignité – prouvent que certains de nos partenaires ne veulent pas trouver un accord viable qui bénéficierait à toutes les parties, mais cherchent plutôt l'humiliation de tout le peuple grec.

Leurs exigences montrent surtout que le fonds monétaire international insiste sur une politique d'austérité dure et punitive. Elles montrent en même temps que les pouvoirs dirigeants européens doivent enfin prendre l'initiative, pour mettre fin à la crise de la dette grecque. Cette crise concerne aussi d'autres pays européens et menace l'avenir de l'intégration européenne.

Chers citoyens grecs

Les combats et les sacrifices du peuple grec pour le rétablissement de la démocratie et de la souveraineté nationale sont la responsabilité historique qui nous incombe.

C'est la responsabilité pour le futur de notre pays, et elle nous oblige à répondre à l'ultimatum de nos partenaires avec la volonté souveraine du peuple grec.

Il y a quelques minutes, j'ai fait la proposition dans notre Conseil des ministres de faire un référendum, afin que le peuple grec puisse décider souverainement. Cette proposition a été acceptée à l'unanimité. Demain, le Parlement tiendra une session extraordinaire afin de voter la proposition d'un référendum organisé le dimanche 5 juillet. Le peuple grec doit pouvoir décider s'il accepte ou rejette les exigences des institutions.

J'ai déjà informé de cette démarche le président français, la chancelière allemande et le président de la banque centrale européenne. Demain, je ferai une requête officielle, pour prolonger de quelques jours le programme actuel, afin que le peuple grec puisse voter libre de tout chantage et de toute pression, comme prévu dans la Constitution de notre pays et dans la tradition démocratique européenne.

Chers citoyens grecs

Je vous prie de répondre de manière souveraine et fière - comme le réclame l'histoire du peuple grec, à cet ultimatum menaçant qui demande de nous une dure, humiliante et interminable austérité (c'est-à-dire une privation) sans perspective de rétablissement social et économique.

À l'autoritarisme et à l'austérité brutale, nous répondrons par la démocratie dans le calme et la fermeté. La Grèce, lieu de naissance de la démocratie, enverra un retentissant message démocratique aux Européens et à la communauté mondiale. Je m'engage personnellement à respecter votre choix démocratique, quel qu'il soit.

Et je suis totalement convaincu que votre choix sera à la hauteur de l'histoire de notre pays et enverra au monde un message de dignité. Dans ces temps critiques nous allons rappeler que l'Europe est la patrie commune de tous nos peuples.

Mais une Europe sans démocratie sera une Europe sans identité et sans orientation

Je vous invite tous à prendre une décision digne, avec sang-froid dans l'unité nationale.

Pour nous, pour les générations futures, pour l'histoire de la Grèce. Pour la souveraineté et la dignité de notre peuple.

Alexis Tsipras Athènes, le 27 juin, 1 heure du matin.

Chers téléspectateurs, il est clair que les concepts et les exigences de la Troïka et du FMI n'ont pas conduit à une amélioration en Grèce, mais à une rapide détérioration. À quel patient re-procherait-on, si son état de santé se détériorait de manière insoutenable, d'envisager de changer ses médicaments, son traitement ou de changer de médecin, avant de perdre la vie pour de bon ?

Avec cette pensée nous vous souhaitons une bonne soirée. Au revoir !

de Horst M.

Sources:

www.kla.tv/6166

„Griechenland-Krise - Varoufakis im kritischen Interview“

Cela pourrait aussi vous intéresser:

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  Licence Creative Commons avec attribution

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.